

ÉTATS-UNIS

La productivité du travail s'est accélérée depuis le milieu des années 90 par rapport à un rythme déjà élevé et le taux d'utilisation des ressources en main-d'œuvre atteint un haut niveau. Malgré tout, de nouveaux gains d'efficacité pourraient être obtenus dans plusieurs domaines.

Priorités fondées sur des indicateurs

Améliorer les résultats scolaires au niveau primaire et secondaire

Les résultats pour la scolarité obligatoire sont médiocres, malgré des dépenses par élève qui sont plus élevées que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, ce qui freine les gains de productivité.

Mesures prises : La loi de 2002 intitulée « No Child Left Behind » prévoit des tests au niveau national, un renforcement des responsabilités et un choix plus large pour les parents; en outre, des financements fédéraux supplémentaires sont accordés aux établissements scolaires situés dans les zones à faible revenu.

Recommandations : Continuer les réformes dans le cadre de cette loi, en particulier en renforçant les responsabilités et en élargissant l'éventail des choix offerts aux parents lorsque l'établissement se montre déficient. Il faudrait résister aux pressions qui s'exercent sur les États pour qu'ils assouplissent les normes de performance.

Limiter le coût du système de santé

Les dépenses de santé représentent une bien plus forte proportion du revenu national que dans les autres pays de l'OCDE, mais les résultats du système de santé des États-Unis ne sont pas sensiblement meilleurs et un grand nombre d'Américains n'ont pas d'assurance maladie. Le niveau élevé des primes d'assurance peut gonfler les coûts de main-d'œuvre, ce qui a un impact négatif sur la performance du marché du travail.

Mesures prises : L'assurance « Medicare » pour les médicaments délivrés sur ordonnance a été étendue en 2006 à toutes les personnes âgées (des mesures d'économie n'étant mises en œuvre que progressivement). Le gouvernement a proposé d'étendre les comptes d'épargne santé pour atténuer les distorsions qui favorisent une surconsommation des services de santé.

Recommandations : Limiter la déductibilité fiscale des primes d'assurance maladie, qui n'est actuellement pas plafonnée. La réforme de « Medicare » devrait être axée sur la baisse du coût par affilié afin d'assurer la solvabilité à long terme de ce régime.

Réduire le soutien à la production agricole

Le soutien à l'agriculture est stable ces dernières années et inférieur à la moyenne OCDE. Il reste néanmoins à l'origine de fortes distorsions et maintient trop de ressources dans des activités à faible productivité.

Mesures prises : Le soutien à la production de tabac a été modifié en 2005 pour faire jouer davantage les mécanismes du marché, mais le soutien aux producteurs de lait, qui crée beaucoup de distorsions, a été élargi.

Recommandations : Réduire le soutien aux producteurs agricoles et ne pas le lier aux intrants ou à la production.

Autres grandes priorités

- Réduire les pertes d'efficacité dues à la fiscalité en élargissant les bases d'imposition et en passant d'un système d'imposition du revenu des personnes physiques à un système d'imposition de la consommation, notamment en allourdissant la taxation actuellement faible de la consommation d'énergie fossile, ce qui améliorerait en outre les résultats environnementaux.
- L'assurance invalidité a des effets de plus en plus désincitatifs en raison de la baisse du salaire relatif des travailleurs non qualifiés et de la hausse en termes réels des prestations médicales, de sorte qu'une proportion de plus en plus forte de la population ne réintègre pas le marché du travail. Il faudrait remédier à ces effets non voulus et fixer des critères plus sévères d'ouverture des droits.